



Direction de la Commande Publique
Rue du barreau- BP 60149
59653 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

MARCHE N°2023E015

**Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la passation d'un nouveau
marché d'exploitation et de maintenance pour l'IUT de Roubaix**

PROCEDURE ADAPTEE

(En application de l'article R2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique)

Le présent CCAP comporte 14 feuillets numérotés.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1- Objet du Marché	3
1.2- Titulaire du marché	3
1.3- Forme et décomposition du marché	3
1.3.1- Tranches	3
1.3.2- Lots	3
1.4- Contenu de la mission	3
1.5- Durée du marché	3
1.6- Lieu d'exécution des prestations	4
1.7- Maître d'ouvrage	4
1.8- Ordres de services	4
1.9- Recours aux marchés complémentaires	4
1.10- Recours aux marchés négociés	4
1.11- Négociation	5
1.12- Redressement ou liquidation judiciaire	5
1.13- Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel	5
1.13.1- Obligation de confidentialité	5
1.13.2- Sites sensibles	5
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1- Pièces particulières	6
2.2- Pièces à délivrer au titulaire	6
ARTICLE 3. REMUNERATION- REGLEMENTS DES COMPTES- VARIATION DES PRIX	6
3.1- Généralités	6
3.1.1- Forme des prix	6
3.1.2- Contenu des prix	6
3.1.3- Actualisation des prix – Articles R 2112-9 à R 2112-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique	6
3.2- Règlement des comptes	7
3.2.1- Modalités de transmission et de paiement	7
3.2.2- Application de la taxe à la valeur ajoutée	8
3.3- Paiement des sous-traitants et cotraitants	8
3.3.1 Désignation des sous-traitants	8
3.3.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants	9
3.3.3 Co-traitance	9
3.3.4 Rémunération des co-traitants	9
ARTICLE 4. DELAIS ET PENALITES	10
4.1- Délais	10
4.2- Pénalités	10
4.2.1- Mode de calcul des pénalités	10
4.2.2- Pénalités de retard et pour manquement aux obligations du titulaire	10
4.2.3- Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité	11
4.2.4- Exonération des pénalités	11
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	11
5.1- Retenue de garantie	11
5.2- Avances	11
ARTICLE 6. VERIFICATION ET ADMISSION	12
6.1- Opérations de vérification	12
6.2- Admission	12
ARTICLE 7. UTILISATION DES RESULTATS	12
7.2- Utilisation des résultats	12
ARTICLE 8. ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	12
8.1- Arrêt en fin de partie technique	12
8.2 Arrêt en cours de partie technique	13
ARTICLE 9. RESILIATION DU MARCHÉ	13
ARTICLE 10. ASSURANCES	13
ARTICLE 11. LITIGES ET DIFFERENDS	13
ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES	13

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1- Objet du Marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) est un marché de **prestations intellectuelles** relatif à des **missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la passation d'un nouveau marché d'exploitation et de maintenance de l'IUT de Roubaix**.

L'Université de Lille dispose actuellement d'un contrat d'exploitation et de maintenance avec engagement de performance énergétique pour l'IUT de Roubaix (59). Il s'agit d'un contrat de type CREM / MPGP et qui arrive à son terme le 31 août 2024.

L'Université de Lille organise une consultation afin de retenir un prestataire lui apportant une assistance technique et administrative pour l'audit de fin du marché actuel, ainsi que l'élaboration et la mise au point d'un nouveau marché.

La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et documents qui lui sont annexés.

1.2- Titulaire du marché

Dans ce CCAP, le titulaire du marché sera désigné par le terme général « titulaire ». En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire. Les caractéristiques du titulaire sont précisés à l'article B de l'acte d'engagement (ATTRI1).

1.3- Forme et décomposition du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

1.3.1- Tranches

Sans objet.

1.3.2- Lots

Sans objet.

1.4- Contenu de la mission

La mission du titulaire est décomposée en parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI:

Partie 3.1 : Audit du contrat actuel et définition du besoin

Partie 3.2 : Le montage d'un avant-projet du futur marché d'exploitation, conduite et maintenance du site

Partie 3.3 : Assistance à la rédaction du dossier de consultation des entreprises

Partie 3.4 : Analyse et mise au point du marché

1.5- Durée du marché

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est fixée au 22 janvier 2024.

La durée du marché est estimée à 6 mois à compter de la date de notification.

Les délais d'exécution maximum par missions sont énumérés ci-dessous :

- Rapport d'audit : 4 semaines maximum à compter de la date notification
- Rédaction du DCE : 6 semaines maximum à compter de l'ordre de service pour le démarrage de la phase 3
- Analyse des offres : 3 semaines maximum à compter de l'ordre de service pour le démarrage de la phase 4

Néanmoins, le titulaire du marché s'engagera sur le planning qu'il aura fourni dans son offre, ce planning étant rendu contractuel.

1.6- Lieu d'exécution des prestations

IUT de Roubaix
53 rue de l'Alma
59100 ROUBAIX

Des réunions pourront avoir lieu au siège de l'Université de Lille :
42 rue Paul DUEZ
59000 LILLE

1.7- Maitre d'ouvrage

Personne publique contractante :

Monsieur Régis BORDET
Président de l'Université de Lille
42 rue Paul Duez
59000 LILLE

1.8- Ordres de services

Les ordres de service sont notifiés par l'acheteur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Sous réserve de l'article 23.4 du CCAG-PI, le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Toutefois, sauf si le marché prévoit que le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai supérieur à six mois à compter de sa notification, le titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre, s'il lui est notifié plus de six mois après la notification du marché. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus à l'acheteur, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus opposé par l'acheteur à la proposition qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 38.2. Cette résiliation ne peut lui être refusée.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

1.9- Recours aux marchés complémentaires

En application de l'article R.2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'Université se réserve le droit de recourir à des marchés complémentaires pour la réalisation de prestations ne figurant pas dans le marché initial mais devenus nécessaires à la suite d'une circonstance imprévue ou pour des prestations identiques à celles du marché en cours à exécuter par le même titulaire.

1.10- Recours aux marchés négociés

En application de l'article R.2122-2 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'Université se réserve le droit de recourir aux marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable

1.11- Négociation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de négocier conformément aux dispositions de l'article R 2123-5 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, sans toutefois y être tenu si au regard de l'offre ou des offres initialement remise(s), il considère qu'il peut attribuer le marché à ce stade de la consultation.

En cas de négociation, le Pouvoir Adjudicateur n'est pas tenu d'en informer l'ensemble des candidats et pourra **limiter la négociation aux candidats ayant présenté les 3 (trois) meilleures offres initiales** dans le respect du principe d'égalité des candidats.

Les négociations peuvent revêtir la forme d'échange de courriels ou de courriers. Les négociations peuvent également se tenir dans les locaux de l'Université de Lille. Dans ce dernier cas, le candidat est convoqué et informé par écrit de la date du rendez-vous.

1.12- Redressement ou liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG- PI et aux articles L621-28 et L621-36 du Code du Commerce, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire :

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

- En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de réponse négative, en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prorogé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit pour le titulaire, à aucune indemnité.
- En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.13- Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.13.1- Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG- PI, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.2.3 du présent CCAP.

1.13.2- Sites sensibles

Sans objet.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1- Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

1. Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
2. L'acte d'engagement dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi
3. L'annexe 1 de l'acte d'engagement « la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)
4. Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi et ses annexes
5. L'offre technique du titulaire

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

2.2- Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales Prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles d'un marché, celles-ci prévaudront selon l'ordre hiérarchique prévu par le CCAG-PI.

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché (tant particulières que générales), est réputée non écrite.

2.2- Pièces à délivrer au titulaire

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-PI, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant du marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

ARTICLE 3. REMUNERATION- REGLEMENTS DES COMPTES- VARIATION DES PRIX

3.1- Généralités

3.1.1- Forme des prix

Les prix sont réputés fermes.

3.1.2- Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

3.1.3- Actualisation des prix – Articles R 2112-9 à R 2112-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Les répercussions sur le prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont fermes et définitifs si l'ordre de service de démarrage intervient moins de 3 mois après la remise des offres.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres conformément à l'article 10.1.2 du CCAG-PI. Ce mois est appelé Mo, soit **Janvier 2024**.

L'actualisation est effectuée par application au prix considéré d'un coefficient donné par la formule :

$$C = \frac{I(m-3)}{I_0}$$

Dans lequel :

- L'indice I (m-3) est l'indice du mois m-3 au moment de l'actualisation des prix
- L'indice I₀ est l'indice du mois M₀ à paraître de **Janvier 2024**

- **Choix de l'indice de référence**

L'indice de référence choisi pour la révision des prix est : **ING - Indice INSEE ingénierie – Base 2010**. Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la manière suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

3.2- Règlement des comptes

3.2.1- Modalités de transmission et de paiement

3.2.1.1- Modalités de transmission des pièces de paiement

Les règlements des comptes se feront selon les règles suivantes :

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les demandes de paiement (facture) sont établies par le titulaire après l'admission de chacune des phases détaillées dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

La transmission de factures se fait par l'utilisation du portail Chorus Pro. Le Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique précise en son article R.2392-3 que l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO Module Travaux (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation : contact : facturier-ulille@univ-lille.fr

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique ainsi que :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro du bon de commande (commençant par 45 ...)
- Les références du marché (numéro 2023E015 et date de notification) ;
- La désignation des prestations effectuées et leur lieu d'exécution ;
- Les prix HT et TTC des prestations ;

- Le taux et le montant de la TVA.

3.2.1.2- Modalités de paiement

Conformément à la réglementation en vigueur (articles L2192-10 et R2192-10 du Code de la commande publique), le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de **30 jours**. En cas de dépassement de ce délai contractuel, Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage).

Le titulaire a droit, sans formalité, à une indemnité forfaitaire liée aux frais de recouvrement générés par le retard. Le montant de cette indemnité est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnité complémentaire sur présentation de justificatifs.

3.2.2- Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.3- Paiement des sous-traitants et cotraitants

3.3.1 Désignation des sous-traitants

Dans les conditions prévues par les articles L 2193-1 et suivants et R 2193-1 et suivants du code de la Commande Publique, le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de ses prestations à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant peut intervenir dans le cadre de prestations spécifiques bien déterminées au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, l'offre contient le formulaire DC4.

En cours d'exécution d'une prestation notifiée par bon de commande, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial. La présentation s'effectue grâce au formulaire DC4.

Cet acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R2193-1 à R2193-4 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique :

- La nature des prestations sous-traitées,

- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant, les conditions de paiement et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- Les capacités professionnelles et financières de chaque sous-traitant.

Le titulaire doit joindre, en sus de l'avenant ou de l'acte spécial de sous-traitance, l'attestation sur l'honneur du sous-traitant comprenant les déclarations qu'il a lui-même remises lors du dépôt de son offre.

Par ailleurs, il devra établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément aux articles R 2193-1 à R2193-9 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître de l'ouvrage, doivent être établies en euros.

L'acceptation d'un sous-traitant est effective :

- dès le renvoi contresigné par le Maître d'ouvrage de la déclaration de sous-traitance.
- passé un délai de 21 jours après la transmission de la déclaration de sous-traitance par l'entrepreneur sans réponse du Maître d'Ouvrage.

3.3.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants

En application des articles R 2193-11 à R 2193-15 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché. (...). Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionné à l'article R 2193-11 pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Passé [ce] délai (...) le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve (...), le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

3.3.3 Co-traitance

Conformément aux dispositions de l'article R 2142-24 du code de la commande publique, dans le cas de la constitution d'un groupement conjoint d'entreprises, le mandataire du groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature du marché (art. R 2142-26 du code de la commande publique).

3.3.4 Rémunération des co-traitants

Conformément aux articles 12.1.1 et 12.1.3 du CCAG-PI, en cas de groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation étant fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

ARTICLE 4. DELAIS ET PENALITES

4.1- Délais

Les délais d'établissement des prestations et des livrables sont fixés dans l'acte d'engagement.

4.2- Pénalités

4.2.1- Mode de calcul des pénalités

Pour le calcul des jours de retard, il ne sera tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise des prestations ou des livrables.

4.2.2- Pénalités de retard et pour manquement aux obligations du titulaire

En cas de défaillance du titulaire, pour des prestations non conformes au présent marché et ne pouvant être assimilées à des cas de force majeure, les manquements constatés donnent lieu à l'application de réfaction, rejet ou de pénalités cumulables.

Tout manquement fait l'objet d'un constat par le Maître d'ouvrage qui est notifié au titulaire par voie électronique ou par lettre avec accusé de réception après mise en demeure conformément à l'article 14.1 .1 du CCAG-PI.

Les pénalités s'imputent d'office sur les règlements, tel que prévu à l'article Règlement des comptes.
Il est entendu que ces pénalités, ne sont appliquées que lorsque le titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation ou qu'il n'a pas obtenu accord expresse de dérogation du Responsable de site.

Il est précisé que les pénalités, quelles qu'elles soient, sont cumulables.

Le montant des pénalités est révisable selon les mêmes principes de variation de prix que ceux pratiqués pour les prestations de base.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités énumérées ci-dessous s'appliquent.

4.2.2.1 Retard dans la remise des documents

Pour tout retard dans la remise des documents par rapport aux délais définis dans l'acte d'engagement du marché, le titulaire sera sanctionné par l'application des pénalités suivantes :

Retard dans la remise du rapport d'audit	150 € HT par jour calendaire de retard
Retard dans la remise de la note de synthèse	150 € HT par jour calendaire de retard
Retard dans la remise du DCE	150 € HT par jour calendaire de retard
Retard dans la remise du rapport d'analyse des offres	150 € HT par jour calendaire de retard

4.2.2.2 Absence aux réunions

Pour chaque absence à une réunion de lancement, de présentation ou de validation, le titulaire sera sanctionné par application d'une pénalité, à hauteur de 50 euros HT par absence constatée.

4.2.3- Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.15.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 20 € HT.

4.2.4- Exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG- PI., les pénalités sont dues même si leur montant ne dépasse pas 1 000€ HT.

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 15% du montant total hors taxes du marché prévu dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1- Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie.

5.2- Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article A.11.1 du CCAG-PI.

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément aux articles R 2191-3 à R2191-12. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Lorsque le titulaire est un groupement d'entreprises, le droit à l'avance s'apprécie par rapport au montant total du marché public, de la tranche ou du bon de commande et non par rapport au montant de la part des prestations devant être exécutées par chacun de ses membres.

Lorsque le marché est attribué à un groupement d'opérateurs économiques au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chacune des entreprises.

A défaut d'une telle possibilité d'identification, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire commun qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

En application des articles R2191-11 à R2192-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Le titulaire veillera à remplir l'article B4 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6. VERIFICATION ET ADMISSION

6.1- Opérations de vérification

Des opérations de vérification des prestations pourront être effectuées dans les conditions et les délais prévus à l'article 28.2 du CCAG Prestations intellectuelles.

Dans le cas de la réception des documents, ce délai court à compter de la date de réception des documents par le maître de l'ouvrage.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage ou de son représentant dans les délais ci-dessus ne vaut pas acceptation des documents.

Afin de tenir les délais sur lesquels il s'engage, le Titulaire pourra échanger sur la mise au point de « documents provisoires » préalablement à la diffusion du dossier devant recevoir l'avis du pouvoir adjudicateur, ce afin d'en faciliter l'examen et de maximiser les chances d'obtenir un avis favorable. Toutefois, la ou les navettes relatives aux documents provisoires doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément concerné. L'examen de documents provisoires se fait en temps masqué, et ne constitue pas de temps d'arrêt de la production ; il n'est pas décompté dans le délai d'examen de la Maîtrise d'ouvrage lors de l'exécution des différentes parties techniques.

Le Titulaire ne pourra arguer d'un défaut de réponse de la Maîtrise d'ouvrage sur un document provisoire pour justifier de la remise tardive du document définitif.

6.2- Admission

L'achèvement et l'admission de la mission fera l'objet d'une décision établie par le Maître de l'Ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 7. UTILISATION DES RESULTATS

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que les informations, documents ou éléments liés au présent marché ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de ce marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

7.2- Utilisation des résultats

Les résultats s'entendent selon les définitions de l'article 32 et alinéas du CCAG-PI.

L'utilisation des résultats et précisions des droits respectifs du Maître de l'Ouvrage et du groupement en la matière est définie aux articles 33 à 35 du CCAG-PI.

ARTICLE 8. ARRÊT DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

8.1- Arrêt en fin de partie technique

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations du titulaire, sans indemnité, au terme de chacune des parties techniques de mission. Cette disposition s'applique à chaque tranche ferme et/ou optionnelle affermie, s'il y a lieu.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique de mission peut être temporaire ou définitive. Un arrêt définitif a pour effet d'entraîner la résiliation du marché. **La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.**

8.2 Arrêt en cours de partie technique

Lorsque la personne publique décide d'arrêter la prestation en cours de partie technique ou de résilier le marché en cours d'exécution d'une partie technique, les prestations exécutées seront rémunérées. L'indemnité de 5% prévue au 41.2.2.4 s'applique à la part de la partie technique déclenchée par ordre de service mais non exécutée par dérogation aux articles 40 et 41.2 du CCAG-PI de 2021

ARTICLE 9. RESILIATION DU MARCHE

Les conditions de résiliation applicables au présent marché sont celles des articles 36 à 42 du CCAG Prestations intellectuelles.

Outre les cas évoqués à l'article 39.1 du CCAG Prestations intellectuelles, sont considérés comme des cas pouvant entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-14 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- La non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle.
- Le non-respect des obligations précisées au CCAP ou au CCTP, constaté par une mise en demeure établie par le maître de l'ouvrage.
- La non-remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D. 8222-5 du Code du travail.

Dès lors, le marché pourra faire l'objet d'une résiliation dans les mêmes conditions que celles précisées à l'article 39 du CCAG Prestations intellectuelles.

ARTICLE 10. ASSURANCES

Le Titulaire, en la personne de chacun de ses cotraitants, doit justifier qu'il détient une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

Le Titulaire devra fournir, avant notification de son marché et à tout moment sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le Maître de l'Ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

ARTICLE 11. LITIGES ET DIFFERENDS

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, l'Université de Lille et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. En cas d'impossibilité entre les parties de régler un éventuel litige à l'amiable, ou grâce à une médiation externe, seul le Tribunal administratif de Lille sera compétent pour juger le litige.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI auxquels il est fait dérogation
Article 1.12	Article 37.2
Article 2.1	Article 4.1
Article 4.2.2	Article 14.1
Article 4.2.4	Articles 14.1.2 et 14.1.3
Article 8.1	Article 22
Article 8.2	Articles 40 et 41.2

A le Fait à Lille, en un exemplaire, le

Le titulaire
(Nom, prénom, qualité, signature +
cachet commercial)

Le Pouvoir Adjudicateur